

AMC

LE MONITEUR ARCHITECTURE
AVRIL 2014

N°232 - WWW.LEMONITEUR.FR

ABONNEMENTS : 120 € / AN (10 € / NUMÉRO)
ABONNEMENTS : 120 € / AN (10 € / NUMÉRO)

M 02754 - 232 - F 19,50 € - RD



COLLECTIFS D'ARCHITECTES

Ils ont la petite trentaine mais ont choisi de ne pas travailler en agence pour se forger leur propre trajectoire professionnelle. Qui se cache derrière les noms obscurs, parfois évocateurs, de Bellastock, Les Saprophytes, Cochenko, le Collectif Fil ou Etc? Qui sont ceux que l'on appelle désormais les «collectifs d'architectes» et que l'on peut croiser sur le terrain, aménageant un espace public avec ses usagers ou attablés à une fête de quartier? Ces jeunes professionnels défrichent une pratique alternative de l'architecture, qui fait naître le projet de l'expérimentation à échelle 1. Optimistes et engagés, ils mettent en œuvre cette valeur très contemporaine de proximité pour renouer le dialogue entre voisins. En mobilisant autour de micro-interventions, avec une vision festive et participative du développement de la ville, ils explorent les possibilités d'une nouvelle place pour l'architecte dans la fabrique de l'urbain.

DOSSIER

Dossier réalisé par Margaux Darrieus

JEUNES ET ENGAGÉS, ILS SONT LES NOUVEAUX «ARCHITECTES DE LA PROXIMITÉ»

Qu'est-ce qu'un collectif d'architectes ? Derrière les noms mystérieux de Bellastock, des Saprophytes, de Cochenko, d'Etc ou du collectif Fil se cachent en fait de jeunes professionnels qui ont fait de la pratique collective du projet d'architecture et urbain leur principale activité. Dans les années 2000, des pionniers nommés Bruit du Frigo, EXYZT ou encore Coloco se sont constitués en association d'architectes, de paysagistes, d'urbanistes et de designers pour intégrer les usagers d'un projet à sa conception et sa construction. Déjà, l'appellation « collectif d'architectes » ne renvoyait pas seulement à la forme de ces groupes mais à leur philosophie d'action. Néanmoins, la question identitaire mérite d'être posée pour cette nouvelle génération d'architectes militants et en quête de liberté, qui refusent de se voir enfermer dans une case comme ils ont précédemment refusé de l'être en agence. Car c'est en connaissance de cause que ces professionnels, tous diplômés et HMONP mais non inscrits à l'Ordre, ont choisi de s'aventurer ailleurs.

Micro-profession

« On s'est rendu compte qu'en agence, le temps serait long avant de pouvoir se frotter au réel », expliquent les membres du Collectif Etc, désireux d'échanger avec les « maîtres d'usage » d'un projet. Ce que certains nomment aujourd'hui leur « micro-profession », ils l'ont souvent débroussaillée étudiants. « Nous avons créé l'association pour faire ce que l'école ne permet pas et ce que l'agence n'offre pas tout de suite aux jeunes diplômés », expliquent les membres de Bellastock créée par des étudiants de Paris-Belleville en manque de chantier. D'autres ont profité des interstices temporels laissés par l'école, puis par l'agence, pour mener des initiatives spontanées et bénévoles dans l'espace public. Pour satisfaire leur envie de « chignole » – comprendre faire du chantier – et d'échange avec les usagers d'un lieu, les membres d'Etc – alors encore étudiants – ont organisé des ateliers d'origami à échelle 1 pour aménager avec les passants un salon de thé sur un pont de Strasbourg. « Nous sommes à la recherche d'un équilibre entre les savoir-faire du menuisier et ceux du maître d'œuvre », expliquent les membres de Cochenko, qui ont, pour leur première intervention, construit du mobilier urbain en matériaux de récupération avec les habitants d'un quartier de Saint-Denis. En 2006, la Métavilla montée et habitée dans le pavillon français de la Biennale d'architecture de Venise par Patrick Bouchain et EXYZT est perçue comme une ouverture des possibles par ces futurs professionnels de la maîtrise d'œuvre. Ils en ont désormais la preuve, l'occupation festive d'un lieu et la co-construction ouverte au public peuvent être des outils de préfiguration des usages et de sensibilisation au changement de la ville. Dès lors, ces jeunes architectes curieux du réel osent interroger les processus de concertation



Bruit du Frigo

Chamarande-les-Bains, Essonne, domaine de Chamarande en 2013, Bruit du Frigo.

des populations d'un site de projet et par là, leur propre rôle dans la fabrique de l'urbain. « Puisque le contexte de la pratique de l'architecture évolue, il faut questionner les outils de l'architecte, et pourquoi pas développer ses compétences d'accompagnement du processus participatif », selon les Nantais du collectif Fil. À force de terrain et de liens tissés avec les populations, les possibles professionnels de leurs pratiques associatives émergent. L'œil affûté de ces jeunes architectes, leur capacité à sensibiliser les habitants à leur environnement intéressent les acteurs de l'urbain. Etc est retenu par l'EPA Saint-Étienne pour réaliser l'aménagement temporaire d'une friche en co-construction avec les habitants du quartier, tandis que Cochenko devient un interlocuteur privilégié de la ville de Saint-Denis et des résidents de la cité Joliot-Curie pendant sa réhabilitation. « Nous nous sommes engagés sans retour possible dès que nous avons vu que nous étions capables d'initier des projets », racontent les membres de l'association lilloise les Saprophytes, qui ont obtenu une commande directe de la ville d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour impliquer les habitants d'une cité-jardin dans la reconquête de ses espaces publics. Mais même si leurs projets commencent à s'institutionnaliser, pas question pour ces derniers d'arrêter les actions spontanées, sans commande et sans calendrier. Comme avec leur atelier de bricolage animé dans les rues de Roubaix, les Saprophytes continuent de se saisir d'un site et de ses enjeux et à mobiliser les habitants par leurs actions « auto-motivées ».

Prendre racine

Expérimentée à chacune de leurs interventions, l'installation sur le terrain est la condition de la recherche-action menée par les collectifs d'architectes. « Notre présence sur site est

une plus-value pour un projet, nous sommes convaincus de l'intérêt de la communication orale entre les acteurs de la ville. Être là permet l'efficacité de nos actions et garantit notre capacité d'adaptation», décrivent les membres du Fil. Pour pérenniser leur démarche, gagner la confiance des aménageurs et des populations et s'assurer que la dynamique sociale créée par leurs interventions sera entretenue, les collectifs doivent prendre racine dans le territoire. S'ils surgissent par l'évènement, utilisent le temps court et l'action ludique pour interpeller les habitants (un atelier de rue, une réunion publique, une fête de la soupe, un chantier ouvert...), c'est par leur territorialisation qu'ils peuvent influencer sur le temps long du projet urbain. «Le travail in situ ne doit pas uniquement se faire pendant l'évènement. Nous devons également être présents pour faire un bilan de nos interventions, analyser leurs effets pour alimenter le diagnostic du site. C'est dans l'action que nous faisons de la programmation», expliquent les Saprophytes, conscients de la multi-temporalité d'un projet urbain. «Nous proposons de travailler un urbanisme de la frugalité en parallèle des grands projets qui mobilisent plus de financements sur le long terme, pour voir comment l'éphémère et l'inattendu peu onéreux peut les nourrir», précisent les membres du Fil. En conviant des disciplines connexes à l'architecture (arts plastiques, graphisme, design, paysage, sociologie...) à prendre part à l'émulation urbaine qu'elles déclenchent, ces associations transforment l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine. Celle-ci disparaît au profit d'une équipe pluridisciplinaire où chacun – y compris l'usager – est engagé dans un processus collectif et non dans la production d'un objet ou d'une œuvre. Avides d'expériences et un peu touche-à-tout, ces architectes trouvent dans leurs travaux collectifs une réponse à leur envie de «faire» : ils sont un peu program-mistes, un peu concepteurs, un peu constructeurs. L'alternative à l'activité «mono-tâche» proposée en agence est alléchante, mais elle requiert de leur part une profonde connaissance des mécanismes de production de la ville.

Utilité sociale

Les projets des collectifs d'architectes sont financés dans le cadre d'actions culturelles qui les engagent sur la réalisation d'un processus – comme la mise en place d'un chantier ouvert –, et non sur la production d'un objet fini. «Passer par la commande artistique permet de faire des brouillons, des tests, de modifier nos interventions en fonction de leurs effets constatés», expliquent les Cochenko. Mais se positionner en dehors du circuit des appels d'offre de maîtrise d'œuvre oblige à chercher des financements, publics ou privés, pour chaque intervention. Certains projets «auto-motivés» reçoivent des aides de fondations philanthropiques, d'autres sont financés à l'aide de levées de fond sur Internet



Métavilla, Biennale d'architecture de Venise, pavillon français, 2006.
Patrick Bouchain et EXYZT.

(crowdfunding), mais la recherche de subventions est laborieuse. Si la communication graphique et éditoriale de la recherche-action menée par ces associations est essentielle pour échanger avec les acteurs professionnels et non professionnels impliqués dans un projet, elle l'est également pour pouvoir faire, c'est-à-dire pour obtenir des aides à l'action. Questionner le financement des projets des collectifs, c'est également interroger la valeur de leurs travaux. «Nos projets ne produisent pas de résultats visibles et léchés et il est très difficile de valoriser leur utilité sociale», expliquent les Saprophytes. Comment quantifier la réussite des processus engagés par les collectifs d'architectes? Comment promouvoir ce qu'ils nomment le «design social»? Et comment rémunérer ces producteurs de réel, qui échappent aux règles comptables de la maîtrise d'œuvre? Intégrer leur mission de médiation et de préfiguration dans les appels d'offre de maîtrise d'œuvre urbaine est une piste, profiter de leur capacité d'analyse en les faisant participer à la programmation des projets en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage en est une autre.

Aujourd'hui, les salariés des cinq associations rencontrées sont rémunérés au salaire minimum légal et le statut de leur organisation leur permet d'accueillir de nombreux services civiques. Il faut dire que la micro-profession développée par ces collectifs séduit de nombreux étudiants, à l'heure où l'accès à la commande des jeunes architectes est difficile. Des anciens stagiaires de Bellastock et d'Etc ont créé leur propre association à Paris, Montpellier ou Rennes. Le réseau des collectifs français se développe et les associations interviennent sur les projets des uns et des autres, s'entraident mais refusent de se fédérer. Sûrement pour préserver leur liberté d'action.